



- Le CGT-E 5 voix
- CGC 2 voix - FO 2 voix - CFDT 1 voix - SLEC 1

## Les enjeux de la formation professionnelle

Edition  
spéciale

En système capitaliste, l'école est l'un des instruments utilisés par la classe dominante pour pérenniser sa domination sur les travailleurs manuels et intellectuels. Aujourd'hui, les grands groupes industriels et financiers (monopoles), par l'intermédiaire du ministère et des recteurs, assurent leur domination qui se manifeste par son instrumentalisation de l'école.

Les programmes privilégient l'abstraction au détriment de l'expérience et de la pratique. Ce qui défavorise les enfants des classes populaires. L'éveil à la pensée critique est minoré. La philosophie n'est enseignée qu'en terminale et pas en lycée professionnel, les références culturelles sont celles de la bourgeoisie.

Ensuite, l'adaptation à l'institution par le « savoir-être » va opérer d'autres discriminations. Ainsi les études au collège vers 15 ans vont s'achever par une sélection. Les « bons » élèves, ceux qui sont le mieux adaptés à l'institution vont être dirigés vers le lycée général avec une filière d'excellence.

### Les études professionnelles et industrielles

Pour les autres, c'est l'orientation vers la voie professionnelle. Une minorité choisit ce type d'études mais pour la grande majorité, ce choix est opéré par défaut. Un échec dans les lycées professionnels (LP) ou les centres de formations (CFA) conduit à la sortie prématurée du système scolaire, à l'absence de qualification, aux risques d'exclusion sociale.

**Ainsi**, la réforme dite du Bac Professionnel en 3 ans obéit à une double finalité :

- Opérer des économies drastiques par les suppressions d'heures et de postes, quitte à précariser les professeurs d'autant que, dans certaines disciplines techniques, les concours ont été supprimés.
- Adapter la future main d'œuvre aux besoins utilitaires du patronat qui milite pour développer et pérenniser une division catégorielle entre futurs ouvriers. Ainsi, les 60% d'étudiants qui échouent au Bac Pro (théoriquement sur 4 ans), restent confinés au niveau CAP, malgré les connaissances acquises par leur formation « *Bac Pro* ».

Les titulaires du CAP sont destinés au secteur industriel ou bureautique et voués aux tâches répétitives d'exécution souvent dans des PME, gage de bas salaires. Il s'agit de la formation d'un nouveau type d'ouvriers spécialisés (OS), c'est-à-dire l'exécution des mêmes tâches. Les titulaires du Bac Pro sont, appelés quant à eux, à devenir ouvriers professionnels.

Ces transformations sont étroitement liées aux mutations du capitalisme français : la désindustrialisation et le transfert des activités productives dans les ateliers-monde (délocalisation) voulus par les monopoles financiers pour réaliser le profit maximum, entraînent une transformation progressive du salariat. Le travail industriel restant dans l'hexagone tourne autour de l'installation, de la maintenance plus que dans le travail qualifié (production d'objets finis ou de machines-outils). Cette segmentation se retrouve en apprentissage : mêmes études mais périodes d'alternance en entreprise avec salarisation du jeune.

Les PME assurent les contrats d'apprentissage en CAP, les grandes entreprises en BAC PRO avec une tendance à créer des établissements « dédiés » (exemple Veolia et son campus, la SNCF, EDF...) où le contrôle des sociétés est permanent et où les jeunes diplômés sont formés dans le cadre des besoins stricts de l'entreprise.

Mais en période de crise, les LP sont affaiblis au détriment de l'apprentissage. De leur côté, malgré les aides financières publiques, les entreprises hésitent à signer des contrats ce qui met progressivement fin à l'apprentissage et laisse les jeunes à la rue.

Les programmes des Établissements professionnels dans le domaine technique mettent en avant **le savoir-être** du jeune, c'est-à-dire son adaptabilité ou sa capacité à faire ce que l'on exige de lui, **la présentation** (le look), **le projet personnel et professionnel** afin que très tôt, il s'oriente vers tel domaine précis plutôt que dans une polyvalence qui ouvre plus de choix aux jeunes.

L'adaptabilité (ou le savoir-être) des élèves des LP (et du Campus Veolia) va se vérifier dans des stages obligatoires en entreprises, scandaleusement non rémunérés (ou faiblement rémunérés) qui offrent ainsi une main d'œuvre quasiment gratuite au patronat.

### Des mesures d'urgence

Les personnels éducatifs et les usagers parents et élèves doivent contribuer à valoriser les études professionnelles de jeunes écartés de la voie générale en raison de leur « non adaptabilité » au système, pas de leur manque de capacité. Ensuite, il faut combattre la ségrégation sociale qui fait que la majorité des élèves de LP et de CFA (plus de 80 %) est issue de familles ouvrières ou employées. La bataille de la rémunération des jeunes en stage doit être menée pour la défense des emplois publics.

### Liste et coordonnées des élus titulaires (T) et suppléants (S) du CGT-E

### Contacts

N. Guillemain (S) 06 03 84 66 52, D. Dagou (T) 06 03 81 74 81, A. Ben Dris (T) 06 23 10 11 59, O. Cadario (T) 06 25 25 47 46, JL. Le Brun (T) 06 16 01 76 73, T. Colombo (T) 06 14 17 11 19, R. Mellas (S) 06 25 22 30 24, J. Sagba (S) 06 23 10 02 52, B. Claudel (S) 06 11 01 31 84, D. Crevon (S) 06 11 43 09 66 - A. Mamoune (RS) 06 22 95 22 96